

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20240627-lmc1331423-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : lundi 1 juillet 2024  
Date de publication : 04/07/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 27 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 27 juin 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
53	19	9

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 24/06/139**

**COMMUNE DE HYERES -  
CLASSEMENT DE LA  
PARCELLE CADASTREE  
SECTION IH N° 0039 SISE A  
HYERES 2337 BOULEVARD  
FRONT DE MER DANS LE  
DOMAINE PUBLIC  
METROPOLITAIN**

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVARD, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Laurent JEROME, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TANGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Jean-Sébastien VIALATTE, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

**REPRESENTES :**

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVARD, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Claude GALLI-ARNAUD ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Arnaud LATIL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à Mme Valérie RIALLAND, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Delphine GROSSO, M. Jean-David MARION, Mme Isabelle MONFORT, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Gilles VINCENT.

## **Séance Publique du 27 juin 2024**

**N° D' O R D R E : 24/06/139**

**O B J E T : COMMUNE DE HYERES - CLASSEMENT DE LA  
PARCELLE CADASTREE SECTION IH N° 0039 SISE A  
HYERES 2337 BOULEVARD FRONT DE MER DANS LE  
DOMAINE PUBLIC METROPOLITAIN**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L 141-3,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le plan parcellaire du 23 mars 2021 et le document d'arpentage n° 11026F du 1<sup>er</sup> octobre 2021 élaborés par le cabinet ARRAGON, géomètre-expert situé à SOLLIES-PONT,

**VU** la décision du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée n° DP 23/144 en date du 28 février 2023 approuvant l'acquisition à l'euro symbolique (1 €) de la parcelle sise à Hyères (83400), 2337 Boulevard Front de Mer, cadastrée section IH n° 39 appartenant à la Société HLM LOGIS FAMILIAL VAROIS représentée par Monsieur Pascal FRIQUET, Président du Directoire,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 17 juin 2024,

**CONSIDERANT** que depuis sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce la compétence « VOIRIE » en lieu et place de ses communes membres,

**CONSIDERANT** que le classement de cette parcelle cadastrée section IH n° 0039 dans le domaine public métropolitain permettra d'assurer le bon entretien de cette emprise aménagée en trottoir bordée d'une piste cyclable ayant pour principal objectif de sécuriser le déplacement des modes doux et de diminuer la vitesse des véhicules,

**CONSIDERANT** que le classement de cette parcelle dans le domaine public métropolitain ne nécessite pas de procédure d'enquête publique préalable conformément aux dispositions de l'article L 141-3 du Code de la Voirie Routière,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**DE CLASSER** dans le domaine public la parcelle sise 2337 Boulevard Front de Mer à Hyères et cadastrée section IH n° 0039.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à faire et signer tous les actes permettant d'officialiser le classement de la parcelle cadastrée section IH n° 0039 dans le domaine public métropolitain.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Anaïs DIR

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



POUR 72

CONTRE 0


ABSTENTION 0

## PLAN DE DIVISION

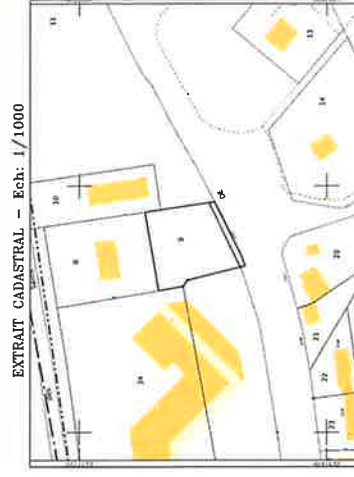
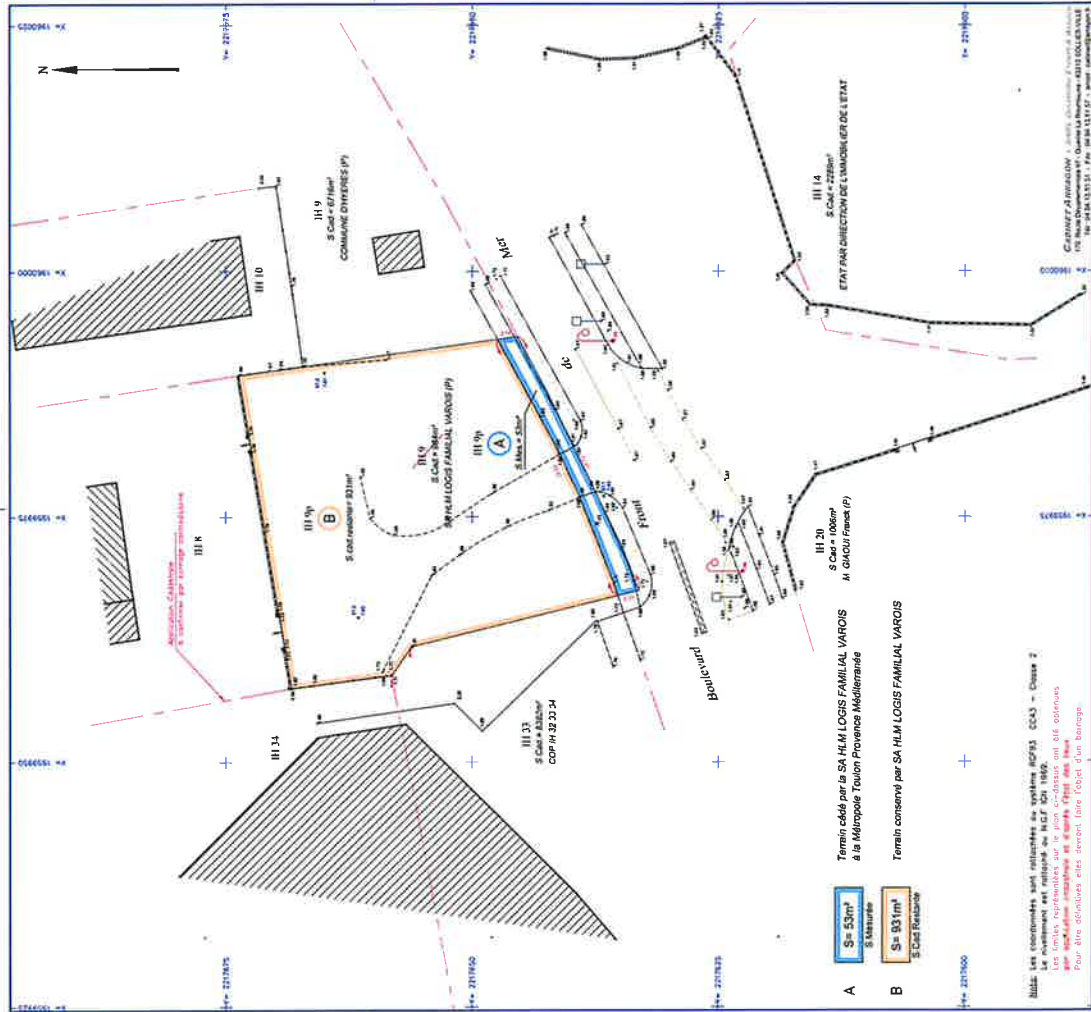
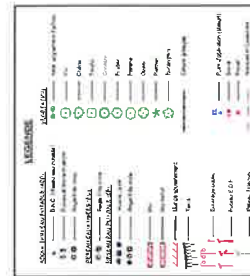
Echelle: 1/250

Inst.	Date
A	23/07/2021

Plan de révision	Modifications	Reference Paper
		40550-62.0mg

Dossier : 40350-42 Marché n° : Commande n° :	Responsable : B. CHARD Vérificateur : E. ANDRE Approuvé par : L. SAGNAL	 <p> <b>CABINET ARRAGON</b>          Géomètre expert          98, rue de la République - 93000 La Plaine          Téléphone : 01 48 38 00 00 - Fax : 01 48 38 00 01          E-mail : info@arragon-geo.com       </p>
--	---	--

Dossier :	40550-62		
Marché n° :			
Commande n° :			
Rédacteur	Vérificateur	Approbateur	
B. GIRARD	E. ANDRE	L. SAGNAL	







103056101  
GR/JV/ARO

**L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,  
LE VINGT ET UN SEPTEMBRE,**

**A OLLIOULES (Var), au siège de l'Office Notarial ci-après nommé, pour  
le VENDEUR,**

**A TOULON (Var), Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, pour  
l'ACQUEREUR,**

**Maître Gabriel ROQUEBERT , Notaire Associé membre de la Société  
Civile Professionnelle dénommée " ROQUEBERT-MASSIANI et ASSOCIES ",  
titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à OLLIOULES (Var), Le Concorde,  
Rue de la Baume ,**

**A RECU LA PRESENTE VENTE à la requête des parties ci-après  
identifiées.**

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité  
foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat  
indissociable et unique.

**La première partie dite "partie normalisée"** constitue le document  
hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la  
publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du  
calcul de tous impôts, droits et taxes.

**La seconde partie dite "partie développée"** comporte des informations,  
dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

#### PARTIE NORMALISEE

#### IDENTIFICATION DES PARTIES

##### - VENDEUR -

La Société dénommée **SA D'HABITATION A LOYER MODERE DU VAR LE  
LOGIS FAMILIAL VAROIS**, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance  
au capital de 975.000,00 €, dont le siège est à TOULON (83000), avenue de Lattre de



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES OLLIOULES

Tassigny CS 60005, identifiée au SIREN sous le numéro 619500796 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULON.

**- ACQUEREUR -**

La Métropole dénommée **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, Etablissement public de coopération intercommunale dont le siège est à TOULON (83000), 107 boulevard Henri Fabre CS 30536, identifiée au SIREN sous le numéro 248 300 543.

**QUOTITES ACQUISES**

La Métropole dénommée **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** acquiert la pleine propriété.

**PRESENCE - REPRESENTATION**

- La Société dénommée **SA D'HABITATION A LOYER MODERE DU VAR LE LOGIS FAMILIAL VAROIS** est représentée à l'acte par Madame Bérengère STEMART, collaboratrice en l'Office notarial du notaire soussigné, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Pascal FRIQUET aux termes d'une délégation de pouvoirs en date du 1<sup>er</sup> septembre 2023 annexée aux présentes.

Monsieur Pascal FRIQUET, Président du Directoire ès qualité, domicilié à TOULON (Var) Avenue de Lattre de Tassigny, agissant lui-même en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'une délibération du directoire en date du 15 juillet 2020 dont un extrait est annexé aux présentes.

- La Métropole dénommée **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** est représentée à l'acte par Madame Valérie PAECHT, Directeur Général des Services, habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole, aux termes d'un arrêté n° 23/49 affiché à l'Hôtel de la Métropole le 11 mai 2023 et notifié à Monsieur le Préfet du Var le 11 mai 2023.

Le représentant de la Métropole déclare que ledit arrêté n'a fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**, Maire de **HYERES (Var)**, lui-même spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes des délibérations du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 du 4 mai 2023 et n° 23/05/078 du 4 mai 2023 et d'une décision motivée du Président de la Métropole **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** ci-après visée.

**DECLARATIONS SUR LA CAPACITE**

Le **VENDEUR** déclare avoir la pleine capacité pour contracter aux présentes, n'étant soumis ni susceptible d'être soumis à aucune mesure pouvant porter atteinte à celle-ci.

En outre, il déclare que les mentions le concernant relatées ci-dessus sont exactes et complètes.

De son côté, le représentant de l'**ACQUEREUR** déclare avoir pleine capacité pour contracter selon les termes et conditions des présentes ainsi qu'il en a justifié au notaire soussigné par la production des pièces sus-indiquées, et atteste de l'inscription de la dépense engagée au budget de la Métropole.

**DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE ET A LA QUALITE DES PARTIES**

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations du **VENDEUR** sur sa capacité :

**Concernant la société SA D'HABITATION A LOYER MODERE DU VAR LE LOGIS FAMILIAL VAROIS**



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES - GUYOULES

~

*[Signature]*

*[Signature]*



- Extrait K bis.
- Certificat de non faillite.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement à la signature des présentes.

### DECISION DU PRESIDENT

Le représentant de la Métropole est spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes d'une décision du Président n°23/144 motivée en date du 28 février 2023, télétransmise à la Préfecture du Var le 2 mars 2023 dont une ampliation est annexée.

Il déclare :

- que les délibérations et la décision ont été publiées sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit,
- que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le tribunal administratif pour acte contraire à la légalité.

Le représentant de la Métropole affirme qu'il n'a reçu, à ce jour, aucune notification de recours devant le Tribunal Administratif.

Le représentant de la Métropole déclare, en outre, qu'aucun recours gracieux, ni contentieux, n'a été notifié à la Métropole à la date des présentes.

### TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité de vendeurs, ils contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "**ACQUEREUR**" désigne la Métropole.
- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**.
- Les mots "**BIEN**" ou "**BIENS**" ou "**IMMEUBLE**" désigneront indifféremment les biens de nature immobilière objet des présentes.
- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**mobilier**", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les biens de nature immobilière et transmis avec ceux-ci.
- Le mot "annexe" désigne tout document annexé. Les annexes forment un tout indissociable avec l'acte.

### EXPOSE

Dans le cadre de sa compétence « voirie » et en vue de réaliser des travaux prévoyant notamment la réalisation d'un trottoir bordé d'une piste cyclable, avec pour objectif principal de sécuriser le déplacement des modes doux et de diminuer la vitesse des véhicules, il est apparu opportun pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE de faire l'acquisition d'une emprise de 53m² à détacher de la parcelle cadastrée section IH numéro 9.

Les travaux de voirie envisagés ci-dessus décrits sont en effet accolés à cette parcelle.



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES - INDES

*[Signature]* *BS*

Ceci-exposé, il est passé à la vente ci-après :

### **NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS**

Le **VENDEUR** vend pour sa totalité en pleine propriété à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, le **BIEN** dont la désignation suit.

### **IDENTIFICATION DU BIEN**

#### **DESIGNATION**

A HYERES (VAR) 83400 Boulevard Front de Mer.

Une parcelle.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
IH	39	2337 BD FRONT DE MER	00 ha 00 a 53 ca

Un extrait de plan cadastral est annexé.

#### **Division cadastrale**

La parcelle originairement cadastrée section IH numéro 9 lieudit 2337 BD FRONT DE MER pour une contenance de neuf ares quatre-vingt-quatre centiares (00ha 09a 84ca) a fait l'objet d'une division en plusieurs parcelles de moindre importance. De cette division sont issues les parcelles suivantes.

- La parcelle vendue cadastrée section IH numéro 39 désignée sous le terme lot A, teinte bleue au plan de division annexé.
- Le **VENDEUR** conserve la propriété de :
  - La parcelle désormais cadastrée section IH numéro 40 lieudit 2337 BD FRONT DE MER pour une contenance de neuf ares trente et un centiares (00ha 09a 31ca), désigné sous le terme lot B, teinte orange au plan de division annexé.

Cette division résulte d'un document modificatif du parcellaire dressé par Monsieur BOURRAS géomètre expert à SOLLIES-VILLE (83210), le 1er octobre 2021 sous le numéro 11026F.

Une copie de ce document est annexée.

Ce document est annexé à l'extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre, dont le notaire soussigné requiert la publication de l'ensemble des divisions parcellaires relatives sur l'extrait de plan, y compris celles éventuellement non visées par l'opération immobilière objet des présentes, auprès du service de la publicité foncière compétent, simultanément aux présentes.

#### **CONCORDANCE CADASTRALE**

Afin d'établir la concordance cadastrale exacte figurant sur les titres antérieurs par rapport à la désignation cadastrale actuelle, il est établi le tableau ci-après :

<b>Ancienne référence cadastrale d'origine</b>		<b>Référence cadastrale actuelle correspondante</b>	
Section	Numéro	Section	Numéro
E	1104	IH	9

Tel qu'il résulte d'un procès-verbal de cadastre en date du 19 février 2009 publié au service de la publicité foncière de TOULON 2 le 19 février 2009, volume 2009P, numéro 1799



**Roquebert - Massiani**  
NOTAIRES ASSOCIÉS

*[Handwritten signature and initials]*

#### ACCES AU BIEN

Le **VENDEUR** déclare que l'accès au **BIEN** vendu s'effectue par le Boulevard Front de Mer.

L'**ACQUEREUR** atteste avoir pu vérifier les modalités d'accès.

#### ABSENCE DE MEUBLES ET OBJETS MOBILIERS

Les parties déclarent que la vente ne comprend ni meubles ni objets mobiliers.

#### EFFET RELATIF

Acquisition suivant acte reçu par Maître CATHERINE notaire à CAMBRAI (Nord) le 8 juin 2009, publié au service de la publicité foncière de TOULON 2 le 16 octobre 2009, volume 2009P, numéro 9172.

#### CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

#### PROPRIETE JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation et emplacements quelconques.

#### PRIX

La vente est consentie et acceptée moyennant un montant de **UN EURO (1,00 EUR) symbolique** pour tout prix.

Compte tenu du prix de vente fixé à l'euro symbolique, les parties conviennent qu'aucun paiement ne sera effectué par la comptabilité du notaire soussigné.

#### PUBLICATION

L'acte sera publié au service de la publicité foncière de TOULON 2.

#### DECLARATIONS FISCALES

##### IMPOT SUR LA PLUS-VALUE

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **VENDEUR** :

Acquisition suivant acte reçu par Maître CATHERINE, notaire à CAMBRAI (Nord) le 8 juin 2009.

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de TOULON 2, le 16 octobre 2009 volume 2009P, numéro 9172.

**Exonération de plus-values immobilières – Article 150 U I du Code général des impôts.**

Le **VENDEUR** n'est pas soumis à l'impôt sur les plus values compte tenu de sa qualité.



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES ASSOCIÉS

*[Signature]*

BS

**TAXE SUR LA CESSION DE TERRAIN DEVENU CONSTRUCTIBLE**

**Taxe prévue par l'article 1529 du Code général des impôts**

**Article 1529 II a du Code général des impôts**

La taxe sur la première cession d'un terrain devenu constructible n'est pas due, les présentes étant exonérées de plus-values immobilières compte tenu de ce que le prix de cession n'est pas supérieur à quinze mille euros conformément aux dispositions de l'article 150 U, II 6° du Code général des impôts.

**Taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts**

**Article 1605 nonies III du Code général des impôts**

La taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts, à la charge du vendeur comme s'agissant en l'espèce de la première cession d'un terrain nu rendu constructible du fait de son classement postérieur au 13 janvier 2010, n'est pas due, les présentes étant exonérées de plus-values immobilières compte tenu de ce que le prix de cession n'est pas supérieur à quinze mille euros conformément aux dispositions de l'article 150 U, II 6° du Code général des impôts.

**DISPENSE D'AVIS DE L'AUTORITE COMPETENTE DE L'ETAT**

Les présentes n'ont pas à être précédées de l'avis de l'autorité compétente prévu par l'article L 1211-1 du Code général de la propriété des personnes publiques comme étant d'un montant inférieur au seuil fixé par l'autorité compétente de l'Etat dans la mesure où la vente ne s'inscrit pas dans une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à ce seuil.

Le seuil actuel est de 180.000 euros, tel que fixé par l'arrêté du 5 décembre 2016 au visa de l'article L 1311-10 du Code général des collectivités territoriales.

**IMPOT SUR LA MUTATION**

Le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** indiquent ne pas agir aux présentes en qualité d'assujettis en tant que tels à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 du Code général des impôts.

La vente est exonérée de taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

L'assiette des droits est de UN EURO (1,00 EUR).

**DROITS**

			<u>Mt à payer</u>
<i>Taxe départementale</i> 1,00	x 0,00 %	=	0,00
<i>Frais d'assiette</i> 0,00	x 0,00 %	=	0,00
<b>TOTAL</b>			<b>0,00</b>



**Roquebert - Massiani**  
NOTAIRES ENJOINTS

h

*[Signature]*

BS

**CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE**

Les dispositions du présent acte à publier au fichier immobilier sont exonérées de la contribution de sécurité immobilière en application des dispositions du II de l'article 879 du Code général des impôts.

**FIN DE PARTIE NORMALISEE**

4 P BS



## PARTIE DEVELOPPEE

### EXPOSE

#### ENVOI DU PROJET D'ACTE

Un projet du présent acte a été adressé dès avant les présentes aux parties qui le reconnaissent et déclarent en avoir pris connaissance dès avant ce jour.

#### RAPPEL DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.443-14 DU CCH

Article L.443-14 du Code de la construction et de l'habitation :

« Toute décision d'aliénation d'un logement intermédiaire ou d'un élément du patrimoine immobilier d'un organisme d'habitations à loyer modéré autre que les logements est notifiée au représentant de l'Etat dans le département dans le délai d'un mois à compter de la date de l'acte la constatant ».

Le **VENDEUR** s'engage à procéder dans le mois qui suit la signature des présentes à notifier au Préfet la décision d'aliénation.

#### CONDITIONS ET DECLARATIONS GENERALES

##### GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'EVICION

Le **VENDEUR** garantit l'**ACQUEREUR** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que la consistance du **BIEN** n'a pas été modifiée de son fait par une annexion,
- qu'il n'a pas effectué de travaux de remblaiement, et qu'à sa connaissance il n'en a jamais été effectué,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

##### GARANTIE DE JOUISSANCE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

##### GARANTIE HYPOTHECAIRE

Le **VENDEUR** s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.

Un état hypothécaire délivré le 1<sup>er</sup> mars 2023 ne révèle aucune inscription ni prénotation.



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES ASSOCIES

4

8

BS



Cet état a été prorogé le 19 septembre 2023.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

#### SERVITUDES

L'**ACQUEREUR** profite ou supporte les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

Le **VENDEUR** déclare :

- ne pas avoir créé ou laissé créer de servitude ou de droit de jouissance spéciale qui ne seraient pas relatés aux présentes,
- qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes ou droits de jouissance spéciale que celles ou ceux résultant, le cas échéant, de l'acte, de la situation naturelle et environnementale des lieux et de l'urbanisme.

#### ETAT DU BIEN

L'**ACQUEREUR** prend le **BIEN** dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le **VENDEUR** pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le **VENDEUR** a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, sauf si l'**ACQUEREUR** a également cette qualité,
- ou s'il est prouvé par l'**ACQUEREUR**, dans le délai légal, que les vices cachés étaient en réalité connus du **VENDEUR**.

Toutefois, le **VENDEUR** est avisé que, s'agissant des travaux qu'il a pu exécuter par lui-même, la jurisprudence tend à écarter toute efficacité de la clause d'exonération de garantie des vices cachés.

En cas de présence de déchets, le propriétaire du **BIEN** devra supporter le coût de leur élimination, qu'ils soient les siens ou ceux de producteurs ou de détenteurs maintenant inconnus ou disparus.

Le propriétaire simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de cette obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par un tiers par complaisance ou négligence.

Le Code de l'environnement, en son article L 541-1-1, définit le déchet comme toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

#### CONTENANCE

Le **VENDEUR** ne confère aucune garantie de contenance du terrain.

#### IMPOTS ET TAXES

Le **VENDEUR** déclare être à jour des mises en recouvrement des impôts locaux.

L'**ACQUEREUR** est redevable à compter de ce jour des impôts et contributions.



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES DE FRANCE

*Handwritten initials: A and BS*

La taxe d'habitation, si elle est exigible, est due pour l'année entière par l'occupant au premier jour du mois de janvier.

La taxe foncière, ainsi que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères si elle est due, sont réparties entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** prorata temporis en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de cette année.

L'**ACQUEREUR** règlera à première demande au **VENDEUR**, directement et en dehors de la comptabilité de l'Office notarial, le prorata de taxe foncière et, le cas échéant, de taxe d'enlèvement des ordures ménagères, déterminé par convention entre les parties sur la base de l'avis d'imposition de l'année en cours.

#### **Avantage fiscal lié à un engagement de location**

Le **VENDEUR** déclare ne pas souscrire actuellement à l'un des régimes fiscaux lui permettant de bénéficier de la déduction des amortissements en échange de l'obligation de louer à certaines conditions.

#### **Aide personnalisée au logement**

Le **VENDEUR** déclare qu'une convention n°83/2000/10/85-1231/02/75031/47 avec l'Etat visée à l'article L 351-2 du Code de la construction et de l'habitation, dans le cadre des dispositions applicables aux logements conventionnés à l'égard de l'A.P.L. a été conclue le 16 janvier 2001 et qu'elle n'a été dénoncée par aucune des parties contractantes. Une copie a été publiée au service la publicité foncière de TOULON 2 le 22 janvier 2001, volume 2001P, numéro 766.

Cette convention a fait l'objet d'un avenant en date du 25 mars 2013 dont une copie a été publiée au service de la publicité foncière de TOULON 2 le 29 mars 2013, volume 2013P, numéro 3106.

Cette convention concerne quatre logements.

Il est ici précisé que compte tenu de la nature du bien objet de la présente vente, la convention n'a pas lieu à s'appliquer au bien vendu. Son application étant toutefois maintenu pour la parcelle cadastrée section IH numéro 40 restant à appartenir au **VENDEUR**.

#### **ASSURANCE**

L'**ACQUEREUR**, tout en étant informé de l'obligation immédiate de souscription, fait son affaire personnelle de la continuation ou de la résiliation des polices d'assurance souscrites par le **VENDEUR**, et ce conformément aux dispositions de l'article L 121-10 du Code des assurances.

#### **CONTRAT D'AFFICHAGE**

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

#### **DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME**

##### **URBANISME**

##### **Enonciation des documents obtenus**

##### **Note d'urbanisme**

La société NOTARISQUES a répondu le 27 février 2023 à une demande de note d'urbanisme. Cette réponse est annexée.

L'**ACQUEREUR** s'oblige à faire son affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions, du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété mentionnées sur cette note.



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES ASSOCIÉS

4

P

BS

## DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREEMPTION

### DROIT DE PREEMPTION URBAIN

L'immeuble est situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme a été notifiée à la mairie de la commune du lieu de situation de l'immeuble le 28 février 2023.

Une copie de cette déclaration d'intention d'aliéner en date du 28 février 2023, ainsi que l'avis de réception portant la date du 28 février 2023 sont demeurés joints et annexés aux présentes.

Plus de deux mois s'étant écoulés depuis l'avis de réception de la déclaration d'intention d'aliéner sans que le bénéficiaire du droit de préemption ait fait connaître sa décision, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption en application de l'article R213-7 du Code de l'urbanisme.

## DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONSTRUCTION

### ABSENCE D'OPERATION DE CONSTRUCTION OU DE RENOVATION DEPUIS DIX ANS

Le **VENDEUR** déclare qu'à sa connaissance :

- aucune construction ou rénovation n'a été effectuée dans les dix dernières années,
- aucun élément constitutif d'ouvrage ou équipement indissociable de l'ouvrage au sens de l'article 1792 du Code civil n'a été réalisé dans ce délai.

## DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

### Etat des risques

Un état des risques est annexé.

### **Absence de sinistres avec indemnisation**

Le **VENDEUR** déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

## SITUATION ENVIRONNEMENTALE

### CONSULTATION DE BASES DE DONNEES ENVIRONNEMENTALES

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- La base de données relative aux anciens sites industriels et activités de services (BASIAS).
- La base de données relative aux sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL).
- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (GEORISQUES).
- La base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Une copie de ces consultations est annexée.



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES - COOPÉRATIVES

4 2 BS

### RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE

Toute atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement engage la responsabilité de son auteur, qui sera tenu d'en assurer la réparation, en vertu des dispositions des articles 1246 et 1247 du Code civil. Il est fait observer que les dépenses exposées pour prévenir la réalisation imminente d'un dommage, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences constituent un préjudice réparable (article 1251 du Code civil).

### OBLIGATION GENERALE D'ELIMINATION DES DECHETS

Le propriétaire doit supporter le coût de la gestion jusqu'à l'élimination des déchets, qu'ils soient les siens, ceux de ses locataires ou précédents propriétaires, pouvant le cas échéant se trouver sur l'immeuble.

L'article L 541-1-1 du Code de l'environnement définit le déchet comme *"toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire"*.

Sont exclus de la réglementation sur les déchets les sols non excavés, y compris les sols pollués non excavés et les bâtiments reliés au sol de manière permanente, les sédiments déplacés au sein des eaux de surface aux fins de gestion des eaux et des voies d'eau, de prévention des inondations, d'atténuation de leurs effets ou de ceux des sécheresses ou de mise en valeur des terres, s'il est prouvé que ces sédiments ne sont pas dangereux, les effluents gazeux émis dans l'atmosphère, le dioxyde de carbone capté et transporté en vue de son stockage géologique et effectivement stocké dans une formation géologique, la paille et les autres matières naturelles non dangereuses issues de l'agriculture ou de la sylviculture et qui sont utilisées dans le cadre de l'exploitation agricole ou sylvicole, et les matières radioactives (article L 541-4-1 de ce Code).

Les terres prennent un statut de déchet dès qu'elles sont extraites du site de leur excavation.

Selon les dispositions de l'article L 541-2 du Code de l'environnement, tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion et en est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans les conditions propres à éviter les nuisances.

Il est fait observer que le simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de son obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par complaisance ou négligence.

En outre, les parties sont dûment informées des dispositions de l'article L 125-7 du Code de l'environnement selon lesquelles lorsque dans un terrain, faisant l'objet d'une transaction, n'a pas été exploitée une installation soumise à autorisation ou à enregistrement et en présence d'informations rendues publiques en application de l'article L 125-6 de ce Code faisant état d'un risque de pollution des sols l'affectant, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire.

Il est précisé qu'*"à défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à sa destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans après la découverte de la pollution, l'acheteur ou le locataire a le choix de poursuivre la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer : l'acheteur peut aussi demander la remise en état du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné au prix de vente"* (article L 125-7 du même code).

### ORIGINE DE PROPRIETE

Le **VENDEUR** est devenu propriétaire de la façon suivante :



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES - ORLÉANS

*Handwritten signature in blue ink.*

*Handwritten initials 'BS' in blue ink.*

Acquisition de la Société dénommée SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE COOPERATION ET FAMILLE, Société Anonyme à Directoire et conseil de surveillance au capital de 12.491.696,00 € ayant son siège social à PARIS (1er arrondissement) 17, rue de Richelieu identifiée sous le numéro SIREN 582088662 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de la ville de PARIS

Suivant acte reçu par Maître CATHERINE notaire à CAMBRAI (Nord), le 8 juin 2009.

Le prix a été payé par la reprise des prêts contractés par la Société dénommée SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE COOPERATION ET FAMILLE et par le paiement d'une soulte, les prêts étant supérieurs au prix de vente.

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de TOULON 2 le 16 octobre 2009, volume 2009P, numéro 9172.

#### ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

Antérieurement, le bien appartenait à la Société dénommée SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE COOPERATION ET FAMILLE pour l'avoir acquis de la Commune d'HYERES (Var).

Suivant acte reçu par Maître ROLAND, Notaire à HYERES (Var) le 19 octobre 2000 publié au 2<sup>ème</sup> bureau des hypothèques de Toulon le 22 décembre 2000, volume 2000P, numéro 14267.

Plus antérieurement, le bien appartenait à la Commune d'HYERES pour l'avoir acquis de la SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (SNCF).

Suivant acte reçu par Maître VERIGNON, Notaire à HYERES (Var) le 23 novembre 1995, publié au 2<sup>ème</sup> bureau des hypothèques de Toulon le 15 janvier 1996, volume 1996P, numéro 384.

Encore plus antérieurement, le bien appartenait à la SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (SNCF) pour l'avoir acquis aux termes d'un acte administratif par le Préfet du Var du 2 août 1976, publié au 2<sup>ème</sup> bureau des hypothèques de Toulon le 13 août 1976, volume 2081, numéro 2.

#### NEGOCIATION DIRECTE ENTRE LES PARTIES

Les parties déclarent que les conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

Si cette déclaration se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge des auteurs de la déclaration inexacte.

#### CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des règles impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

#### DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le **VENDEUR** déclare avoir porté à la connaissance de l'**ACQUEREUR** l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Ce devoir s'applique à toute information sur les caractéristiques juridiques, matérielles et environnementales relatives au **BIEN**, ainsi qu'à son usage, dont il a



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES ASSOCIÉS

4

*[Signature]*

BS



personnellement connaissance par lui-même et par des tiers, sans que ces informations puissent être limitées dans le temps.

Le **VENDEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**ACQUEREUR**.

Pareillement, l'**ACQUEREUR** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **VENDEUR** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

Les **PARTIES** attestent que les informations déterminantes connues d'elles, données et reçues, sont rapportées aux présentes.

### CONCILIATION – MEDIATION CONVENTIONNELLE

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra, préalablement à toute instance judiciaire, soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le président de la chambre des notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le président de la chambre des notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

### ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

### TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'**ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer à l'Hôtel de Métropole.

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Le **VENDEUR** s'oblige à communiquer au notaire tout changement de domicile ou siège et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

### POUVOIRS - PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

### AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES ASSOCIÉS

4

RS

RS



Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

### **DEMANDE DE RESTITUTION – AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIÈCES**

Les originaux des documents et pièces remis par les parties au notaire leur seront restitués, si elles en font la demande expresse dans le délai d'un mois à compter des présentes.

A défaut, les parties autorisent l'office notarial à détruire ces documents et pièces, et notamment tout avant-contrat sous signature privée pouvant avoir été établi en vue de la conclusion du présent acte, considérant que celui-ci contient l'intégralité des conventions auxquelles elles ont entendu donner le caractère d'authenticité.

### **MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux



Roquebert - Massiani  
NOTAIRES - SOLIDAIRES

h  BS

personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : [cil@notaires.fr](mailto:cil@notaires.fr).

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

### **CERTIFICATION D'IDENTITE**

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

### **FORMALISME LIE AUX ANNEXES**






Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

### **DONT ACTE sur seize pages**

#### **Comprenant**

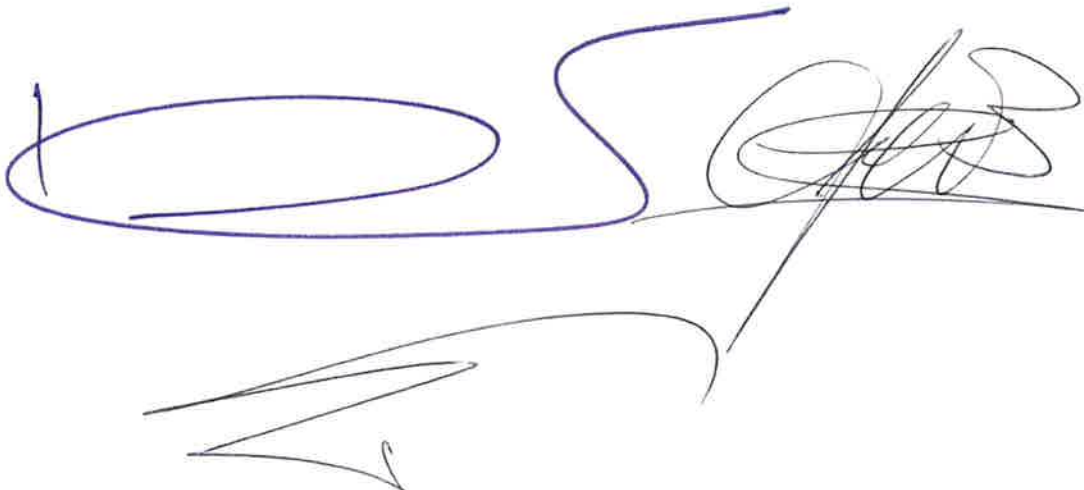
- renvoi approuvé : 
- blanc barré : 
- ligne entière rayée : 
- nombre rayé : 
- mot rayé : 

#### **Paraphes**

Fait et passé aux lieu(x), jour(s), mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire.




**N° DP 23/144**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE DE LA PARCELLE SISE A HYERES-LES-PALMIERS 2337 BOULEVARD FRONT DE MER CADASTREE SECTION IH 0039**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 20/07/1 du 15 juillet 2020 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** les divers échanges intervenus entre la Métropole et la Société HLM LOGIS FAMILIAL VAROIS,

**VU** l'engagement de cession en date du 23/09/2020 de la Société HLM LOGIS FAMILIAL VAROIS représentée par Monsieur Pascal FRIQUET, Président du Directoire,

**VU** le plan parcellaire du 23/03/2021 et le document d'arpentage n° 11026F du 01/10/2021 dressés par le cabinet ARRAGON, géomètre-expert situé à SOLLIES-PONT,

**VU** l'extrait des délibérations de la réunion du Directoire du 15/07/2021 de la Société HLM LOGIS FAMILIAL VAROIS,

**VU** le courrier en date du 16/06/2021 de la Métropole confirmant sa volonté d'acquérir une emprise de 53m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section IH n° 0009 sise 2337 Boulevard Front de Mer à HYERES-LES-PALMIERS,

**CONSIDERANT** que les travaux de voirie touchent la partie privée de la parcelle cadastrée IH n° 0009, appartenant à la Société HLM LOGIS FAMILIAL VAROIS,

**CONSIDERANT** que ces travaux prévoient notamment la réalisation d'un trottoir bordé d'une piste cyclable ce qui a pour principal objectif de sécuriser le déplacement des modes doux et de diminuer la vitesse des véhicules,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir, à l'euro symbolique (1€), la parcelle cadastrée section IH n° 39 d'une superficie de 53 m<sup>2</sup>, issue de la parcelle cadastrée section IH n° 0009 et numérotée selon le document d'arpentage n° 11026F du 01/10/ 2021,

**CONSIDERANT** que la valeur vénale des emprises à acquérir étant inférieure aux seuils réglementaires en vigueur, la présente acquisition n'est pas soumise à la consultation préalable du service des domaines, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisition et de prise en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques,

**CONSIDERANT** l'accord des parties et qu'il convient de régulariser cette emprise foncière,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ACQUERIR** à l'euro symbolique (1 €) une emprise de 53 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée sise 2337 Boulevard Front de Mer à Hyères-les-Palmiers, cadastrée section IH n°0009 appartenant à la Société HLM LOGIS FAMILIAL VAROIS et représentée par Monsieur FRIQUET Pascal, Président du Directoire.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que le document d'arpentage n° 11026F du 01/10/2021 a numéroté la nouvelle parcelle d'une emprise de 53 m<sup>2</sup>, section IH n° 0039.

## **ARTICLE 3**

**DE SIGNER** l'acte authentique d'acquisition à intervenir ainsi que tous les documents annexes nécessaires et payer tous les frais afférents à cette acquisition.

## **ARTICLE 4**

**DE DESIGNER** l'Office Notarial de Maître Gabriel ROQUEBERT sis à OLLIOULES (Var), en vue de la rédaction de l'ensemble des documents et actes nécessaires à la réalisation de cette acquisition.

## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits sur le budget principal de la Métropole Toulon Provence Méditerranée 2023 et suivants (Antenne de HYERES), Opération 60101 - Chapitre 21- Fonction 844 - Article 2111 – Terrains nus.

La présente Décision sera

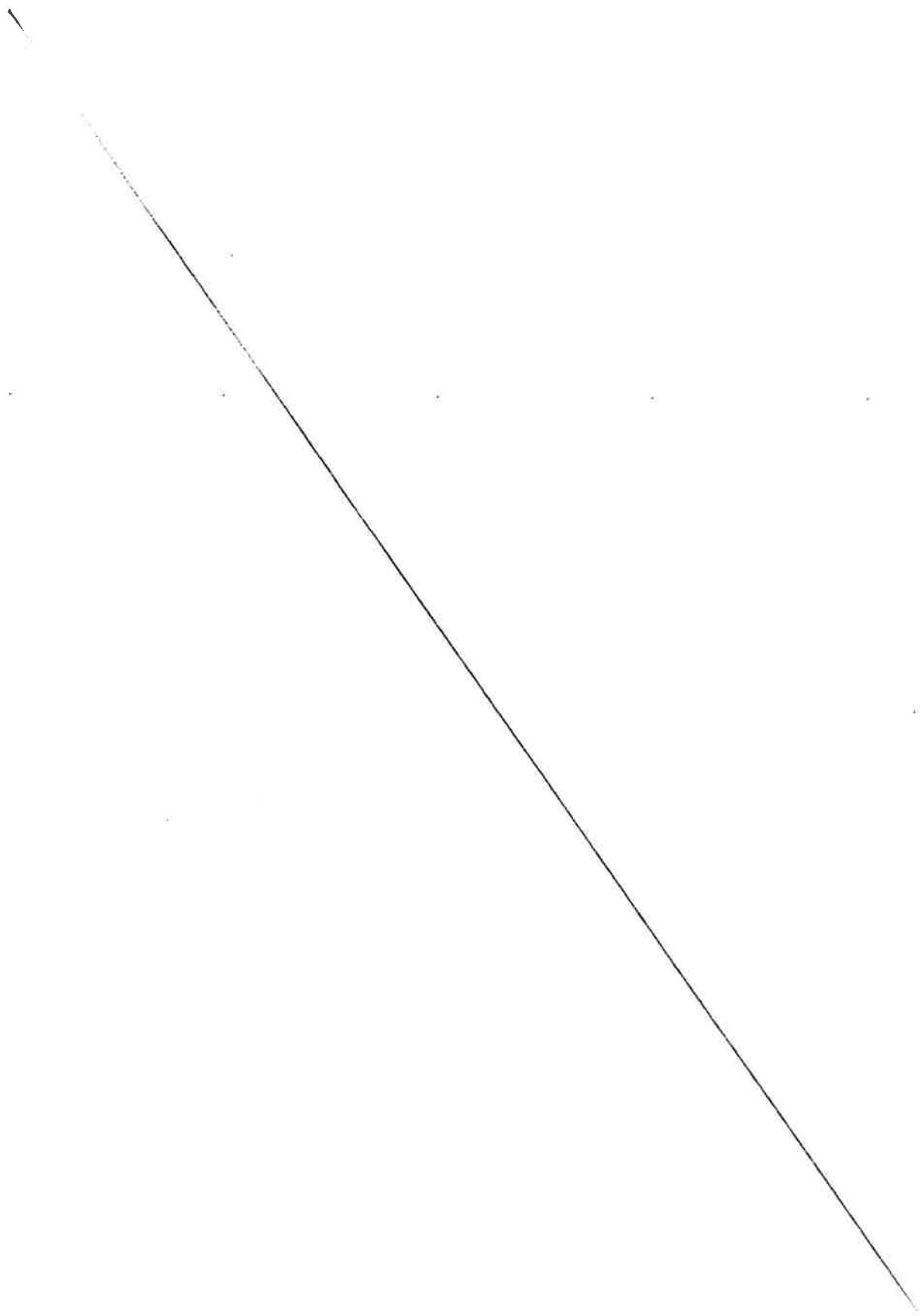
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 FEV. 2023**

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre







**POUVOIR OU MANDAT DE SIGNATURE**

Propriétaire (s) **SA HLM LOGIS FAMILIAL VARIOIS (P)**

Parcelle (s) **IH n° 9**

sise (s) sur la commune de: **HYERES**

Donne (es) par la présente, pouvoir à la SARL « CABINET ARRAGON » à SOLLIES VILLE, représentée par son gérant M. FROMENT François, Géomètre-Expert ; pour réaliser l'ensemble des travaux relatifs à la division de ladite (desdites) parcelle (s) et signer tous les documents y afférant et notamment le document d'arpentage, exigé par le décret N°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité.

(1) ☒ La modification du parcellaire cadastrale selon les énonciations d'un acte à publier.

(1) ☐ La modification du parcellaire cadastrale selon les énonciations d'un acte à publier  
Et les indications du présent document pour le surplus.

(1) ☐ La modification du parcellaire cadastral selon les indications du présent document d'arpentage.

(1) ☐ L'application du présent document.

Fait à **Toulon**, le **5/12/21**

Signature (s) précédée (s) de la mention manuscrite « Bon pour pouvoir ».

Nom-Prénom et qualité du signataire

(1) Cocher les cases correspondantes

**Pascal FRIQUET**  
Président du directoire

*Bon pour pouvoir*

LE LOGIS-FAMILIAL VARIOIS S.A. d'HLM  
Av. de Laitre de Tassigny - CS 60005  
83107 TOULON CEDEX  
SIREN 619 590 796 RCS TOULON - APE 6820 A  
Tél. 09 88 82 33 00



**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**DIRECTION DE L'IMMOBILIER ET DU FONCIER**  
**Service Action Foncière**  
**Hôtel de la Métropole**  
**107 boulevard Henri Fabre - CS 30536**  
**83041 TOULON CEDEX 9**

~~LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE~~

**Arrivée au Service Courrier le :**

09 JUL 2021

TPM N° 07-6877

V/Réf. : HF/VP/CW/CH/MM/CD/0384

**N/Réf. :** PF/GR

2021/7/05

**Objet :** Cession parcelle Les Salins HYERES section IH - N° 0009

A l'attention de Claude WEISSE Directeur Général Adjoint

**Monsieur le Directeur Général Adjoint,**

Suive à votre envoi du 16 juin 2021, reçu en nos bureaux le 23 juin, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les documents suivants, dûment signés par mes soins :

- ✓ un plan parcellaire dressé par le cabinet Arragon,
- ✓ le pouvoir y afférent.

**Vous en souhaitant bonne réception,**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Général Adjoint, l'expression de mes sentiments distingués.

Pascal FRIQUET

LE LOUIS-FAMILIAN WROIS SA THLM  
Av. de Laitze de Passigny - CS 60005  
63107 TOULON CEDEX  
SIREN 610 303 754 RCS TOULON - APE 8820 A  
Tél. 09.88.82.33.00

## Tout commence chez vous

Adresse postale : Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - CS 60005 - 83107 Toulon Cedex

Société Anonyme d'Habitations à Loyers Modérés : Var LE LOGIS-FAMILIAL VARDIS - 1, avenue de France, 83000 Toulon, tél. 04 77 23 40 00  
SHEN UN CO-TO RCS Marseille - 487 622 40 - TVA CE 116 026 006 6 - Immatriculée au Registre du Commerce de Marseille le 11/01/2016 - 1200000000

Commune :  
HYERES (069)

Numéro d'ordre du document  
d'arpentage : 11026F  
Document vérifié et numéroté le 01/10/2021  
A TOULON  
Par Eric MARNAIS  
GEOMETRE  
Signé

TOULON  
171 Avenue de Vert Coteau  
CS 20127

83071 TOULON CEDEX  
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION  
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)  
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage : \_\_\_\_\_ effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé

le \_\_\_\_\_ par \_\_\_\_\_ géomètre à \_\_\_\_\_.

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées  
au dos de la présente 6463.

\_\_\_\_\_ , le \_\_\_\_\_

Section : IH  
Feuille(s) : 000 IH 01  
Qualité du plan : P4 ou CP [20 cm]

Echelle d'origine : 1/1000  
Echelle d'édition : 1/500  
Date de l'édition : 01/10/2021  
Support numérique : \_\_\_\_\_

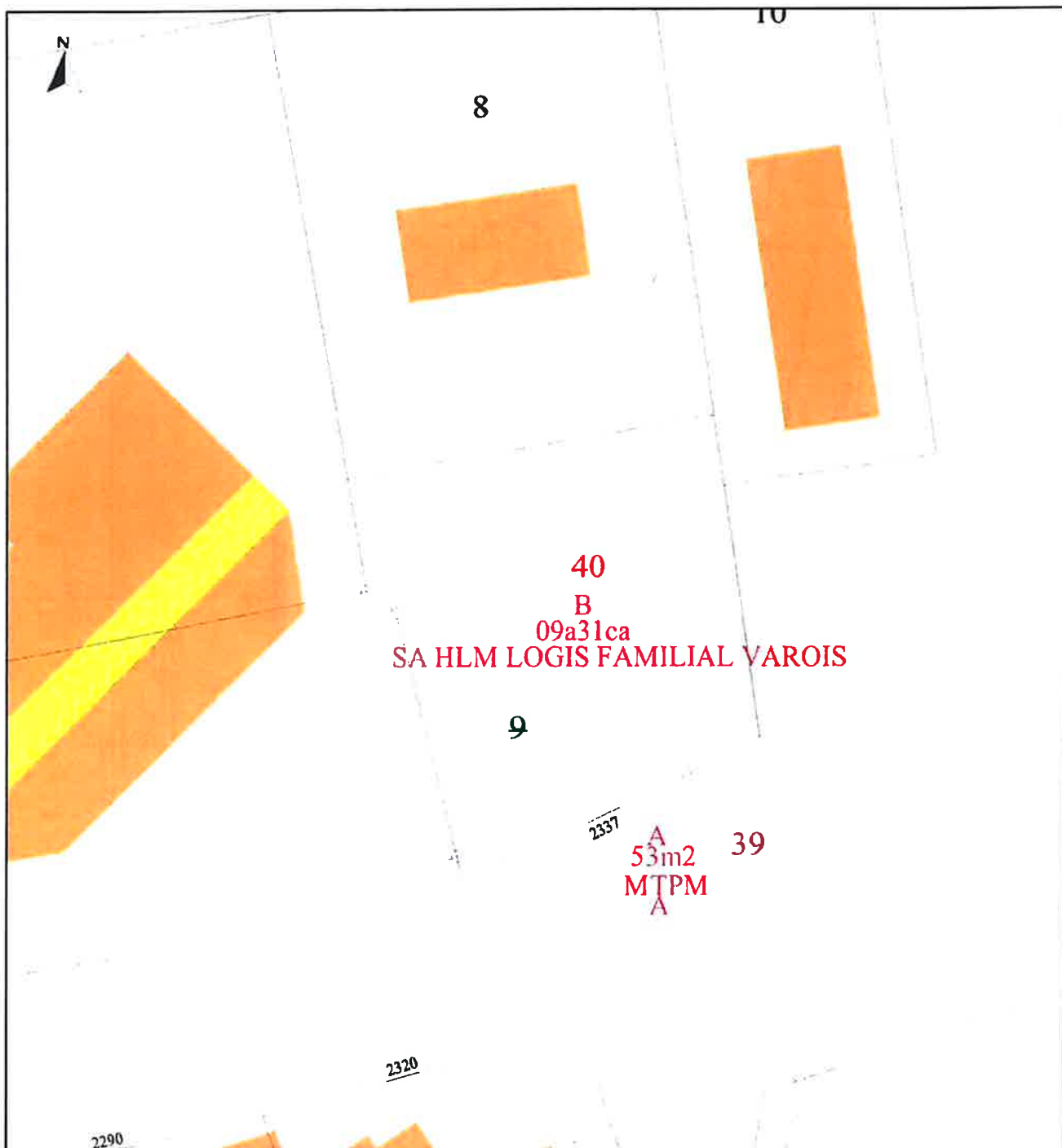
D'après le document d'arpentage  
dressé

Par M. BOURRAS (2)

Réf. :

Le,

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan provisoire vide de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.  
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, arpenteur, géomètre ou technicien reconnu du cadastre, etc...)  
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué, représentant qualifié de l'autorité compétente, etc...).





DEPARTEMENT DU VAR  
COMMUNE DE HYERES  
Lieu-dit : "Les Salins"  
Section : IH - Numéros (s) : 9

Propriété de la  
SA HLM LOGIS FAMILIAL VARSIS

## PLAN DE DIVISION

Echelle: 1/250

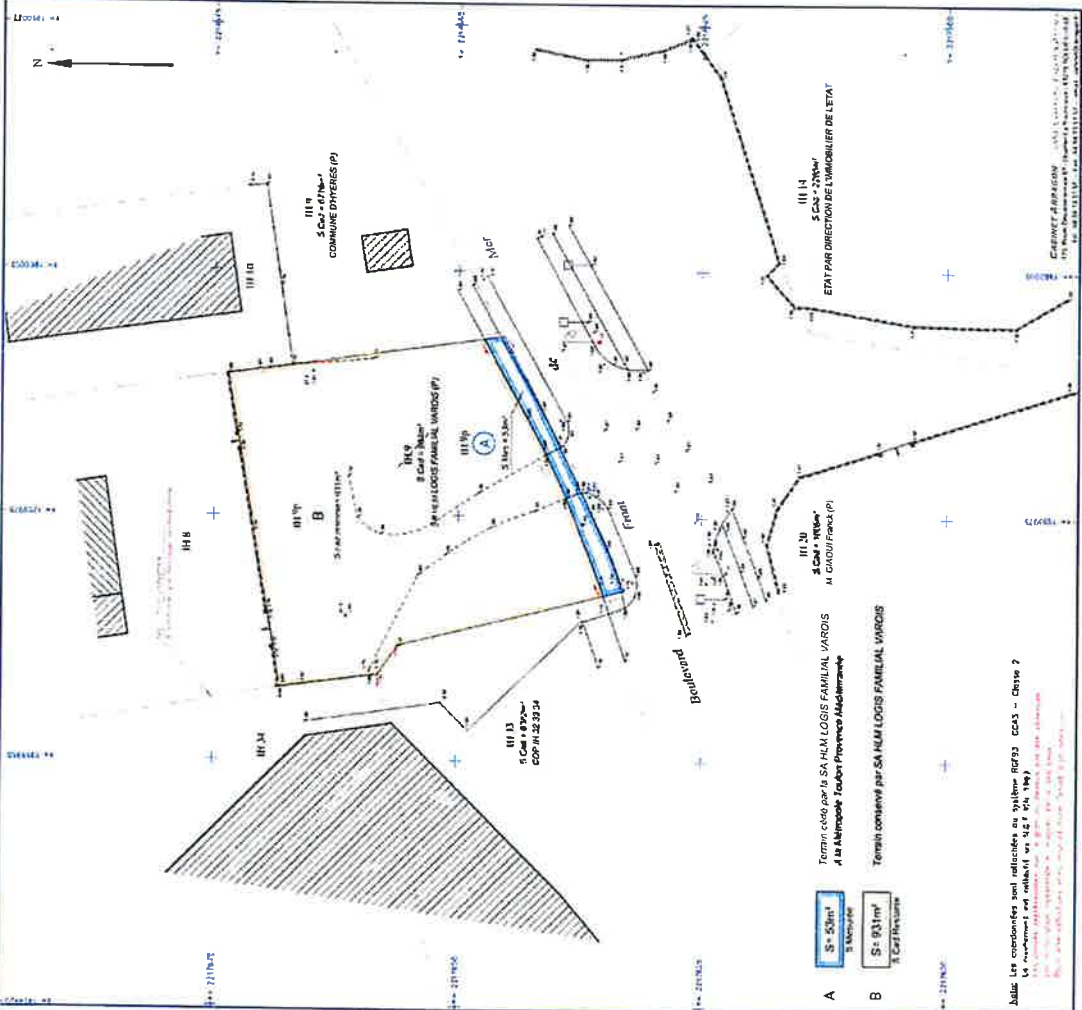
Dossier : 41359 02  
N° de plan : 21/16/07  
Commande n° : 41359-02-07

Plan de Division  
Approbation  
41359-02-07

CABINET  
**ARRAGON**  
géomètre expert  
Département du Var  
N° de plan : 21/16/07  
N° de plan : 21/16/07

Verificateur : L. SAGNIER  
E. ANDRE  
D. GUARD  
N° de plan : 21/16/07

LEGENDAIRE	
1.1	Parcelle cadastrale
1.2	Parcelle cadastrale
1.3	Parcelle cadastrale
1.4	Parcelle cadastrale
1.5	Parcelle cadastrale
1.6	Parcelle cadastrale
1.7	Parcelle cadastrale
1.8	Parcelle cadastrale
1.9	Parcelle cadastrale
1.10	Parcelle cadastrale
1.11	Parcelle cadastrale
1.12	Parcelle cadastrale
1.13	Parcelle cadastrale
1.14	Parcelle cadastrale
1.15	Parcelle cadastrale
1.16	Parcelle cadastrale
1.17	Parcelle cadastrale
1.18	Parcelle cadastrale
1.19	Parcelle cadastrale
1.20	Parcelle cadastrale
1.21	Parcelle cadastrale
1.22	Parcelle cadastrale
1.23	Parcelle cadastrale
1.24	Parcelle cadastrale
1.25	Parcelle cadastrale
1.26	Parcelle cadastrale
1.27	Parcelle cadastrale
1.28	Parcelle cadastrale
1.29	Parcelle cadastrale
1.30	Parcelle cadastrale
1.31	Parcelle cadastrale
1.32	Parcelle cadastrale
1.33	Parcelle cadastrale
1.34	Parcelle cadastrale
1.35	Parcelle cadastrale
1.36	Parcelle cadastrale
1.37	Parcelle cadastrale
1.38	Parcelle cadastrale
1.39	Parcelle cadastrale
1.40	Parcelle cadastrale
1.41	Parcelle cadastrale
1.42	Parcelle cadastrale
1.43	Parcelle cadastrale
1.44	Parcelle cadastrale
1.45	Parcelle cadastrale
1.46	Parcelle cadastrale
1.47	Parcelle cadastrale
1.48	Parcelle cadastrale
1.49	Parcelle cadastrale
1.50	Parcelle cadastrale
1.51	Parcelle cadastrale
1.52	Parcelle cadastrale
1.53	Parcelle cadastrale
1.54	Parcelle cadastrale
1.55	Parcelle cadastrale
1.56	Parcelle cadastrale
1.57	Parcelle cadastrale
1.58	Parcelle cadastrale
1.59	Parcelle cadastrale
1.60	Parcelle cadastrale
1.61	Parcelle cadastrale
1.62	Parcelle cadastrale
1.63	Parcelle cadastrale
1.64	Parcelle cadastrale
1.65	Parcelle cadastrale
1.66	Parcelle cadastrale
1.67	Parcelle cadastrale
1.68	Parcelle cadastrale
1.69	Parcelle cadastrale
1.70	Parcelle cadastrale
1.71	Parcelle cadastrale
1.72	Parcelle cadastrale
1.73	Parcelle cadastrale
1.74	Parcelle cadastrale
1.75	Parcelle cadastrale
1.76	Parcelle cadastrale
1.77	Parcelle cadastrale
1.78	Parcelle cadastrale
1.79	Parcelle cadastrale
1.80	Parcelle cadastrale
1.81	Parcelle cadastrale
1.82	Parcelle cadastrale
1.83	Parcelle cadastrale
1.84	Parcelle cadastrale
1.85	Parcelle cadastrale
1.86	Parcelle cadastrale
1.87	Parcelle cadastrale
1.88	Parcelle cadastrale
1.89	Parcelle cadastrale
1.90	Parcelle cadastrale
1.91	Parcelle cadastrale
1.92	Parcelle cadastrale
1.93	Parcelle cadastrale
1.94	Parcelle cadastrale
1.95	Parcelle cadastrale
1.96	Parcelle cadastrale
1.97	Parcelle cadastrale
1.98	Parcelle cadastrale
1.99	Parcelle cadastrale
1.100	Parcelle cadastrale



PLAN DE SITUATION - Ech: 1/12500



EXTRAIT CADASTRAL - Ech: 1/1000



Etat sans direction de l'immobilier de l'Etat

Etat sans direction de l'immobilier de l'Etat

Terrain cédé par la SA HLM LOGIS FAMILIAL VARSIS  
A la Mairie de Toulon Provence Méditerranée

Terrain cédé par la SA HLM LOGIS FAMILIAL VARSIS

Julius Les coordonnées sont relatives au système RGF93 CCAS - Chasse 2  
Le monument est relatif au 1/25 000 (1/25 000)

## ENGAGEMENT DE CESSIION

L'office dénommé "HLM LOGIS FAMILIAL VAROIS", propriétaire de la parcelle cadastrée section IH n° 0009 sise à HYERES, 2 337 Boulevard Front de Mer, représenté par Monsieur Pascal FRIQUET, agissant en qualité de Président du directoire, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Directoire, (qualité)..... aux termes d'une délégation de pouvoirs en date du 15 juillet 2020 rédigée à Toulon (Ville), dont une copie est demeurée ci-annexée,

### S'engage à céder

A l' euro symbolique au profit de la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, une emprise de 56 m<sup>2</sup> environ\*, à détacher de la parcelle cadastrée section IH n° 0009 située à HYERES, 2 337 Boulevard Front de Mer.

*\*Il est à noter que l'emprise exacte sera entérinée par le géomètre expert lors de l'élaboration du plan de division et de bornage à venir.*

Fait à TOULON , le 23/09/2020

#### Signature

(Faire précéder la mention manuscrite "*Bon pour accord – Bon pour cession*")

*"Bon pour accord  
Bon pour cession"*

**Pascal FRIQUET**  
Président du directoire



**LE LOGIS FAMILIAL VAROIS S.A. d'HLM**  
Avenue de Lattre de Tassigny - CS 60005  
83107 TOULON CEDEX  
SIREN 619 500 796 RCS TOULON - APE 6820 A

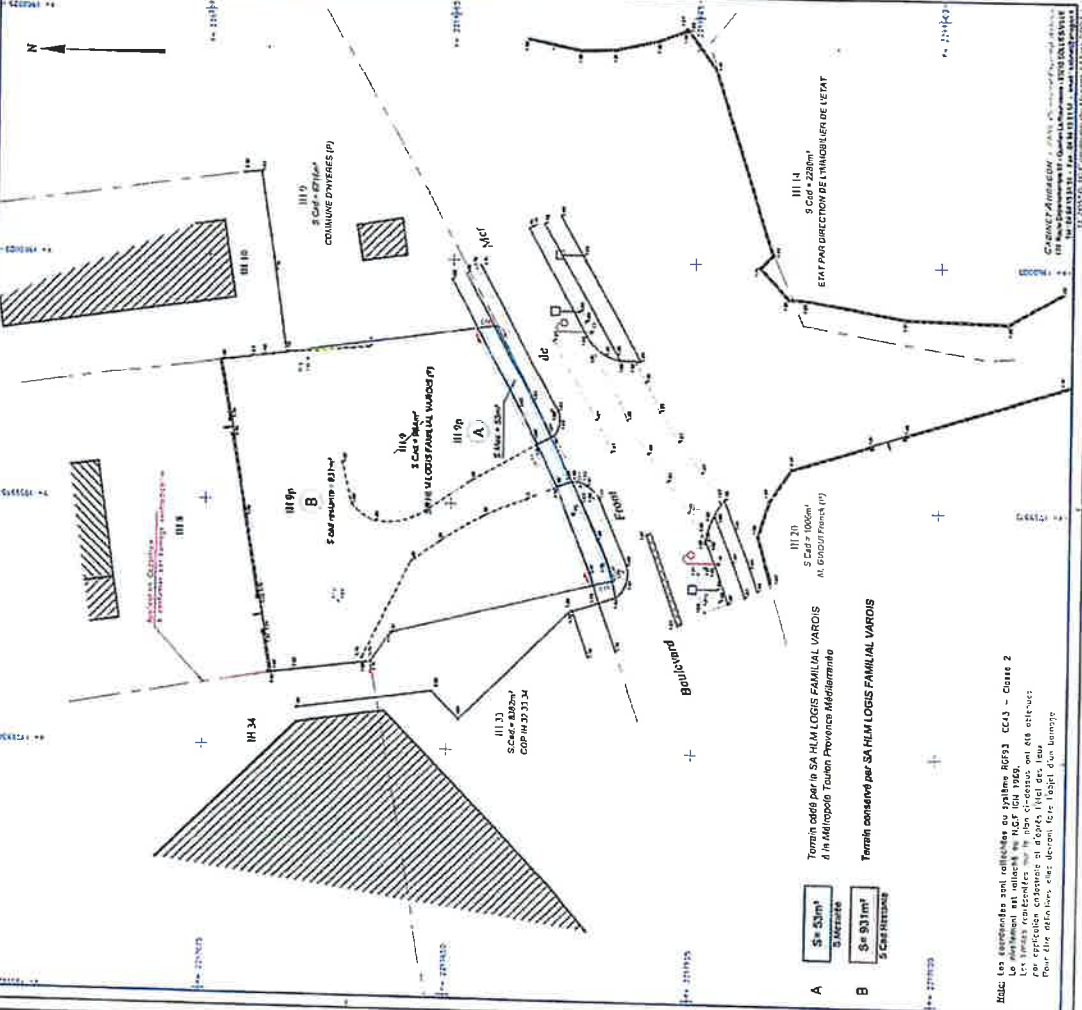


Ind.	Date	Modifications	Signature
A			

<b>CAPIRET</b> <b>ARRAGON</b> géomètre expert C.G. 110, rue de la République 83100 Toulon 04 79 00 00 00			
Postier :	4850 61		
Marché n° :			
Commande n° :			
Rédacteur :	B. CIRIARD	Vérificateur :	C. ANGEL
		Approbateur :	E. SACUL

**LEGENDE**

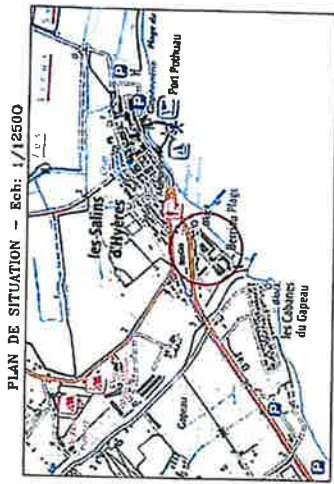
SYMBOLISME	DESCRIPTION
(Ligne pointillée)	Limites de parcelles
(Ligne pleine)	Limites de communes
(Ligne double)	Limites de sections
(Ligne ondulée)	Limites de propriétés
(Ligne en tirets et points)	Limites de concessions
(Ligne en zigzag)	Limites de servitudes
(Ligne en V)	Limites de zones
(Ligne en U)	Limites de zones
(Ligne en Z)	Limites de zones
(Ligne en S)	Limites de zones
(Ligne en X)	Limites de zones
(Ligne en Y)	Limites de zones
(Ligne en T)	Limites de zones
(Ligne en F)	Limites de zones
(Ligne en H)	Limites de zones
(Ligne en K)	Limites de zones
(Ligne en L)	Limites de zones
(Ligne en M)	Limites de zones
(Ligne en N)	Limites de zones
(Ligne en P)	Limites de zones
(Ligne en Q)	Limites de zones
(Ligne en R)	Limites de zones
(Ligne en S)	Limites de zones
(Ligne en T)	Limites de zones
(Ligne en U)	Limites de zones
(Ligne en V)	Limites de zones
(Ligne en W)	Limites de zones
(Ligne en X)	Limites de zones
(Ligne en Y)	Limites de zones
(Ligne en Z)	Limites de zones



A	S = 53m <sup>2</sup> S. Mairie
B	S = 931m <sup>2</sup> S. Cdt. HLM

Terrain affecté par la SA ILM LOGIS FAMILIAL VARIOIS  
 A la Mairie de Toulon - Province Méditerranée  
 Terrain affecté par la SA ILM LOGIS FAMILIAL VARIOIS

Note: Les coordonnées sont collectées au système R933 - CC3 - Zone 2  
 Le plan est en mètre au N.E.T. de 1960.  
 Les points sont indiqués par des crochets ou des lettres.  
 Pour les points, voir le plan de la section.



Bon pour accord  
 - 5 JUL. 2021  
**Pascal FRIQUET**  
 Président du directoire  
**LE LOGIS FAMILIAL VARIOIS S.A. d'HLM**  
 Av. de l'Europe - 83100 Toulon  
 SIREN 619 500 795 RCS TOULON - APE 6820 A  
 Tél. 09 86 82 33 00





Toulon, le 16 juin 2021

Hubert FALCO  
Président de Toulon Provence Méditerranée

au

LOGIS FAMILIAL VAROIS  
Représenté par Monsieur FRIQUET Pascal,  
Président du Directoire  
Avenue De Lattre de Tassigny CS 60005  
83107 TOULON CEDEX

*Direction Générale des Services*

Valérie PAECHT  
Directeur Général des Services

*Affaire suivie par :*

DGA Finances et Moyens  
Claude WEISSE, Directeur Général Adjoint  
Direction de l'Immobilier et du Foncier  
Claire HUMMEL, Directeur  
Service Action Foncière  
Michel MANDELLI, Chef de service

*Contact :*

Catherine DEMEULIER - Service Action Foncière  
04.94.00.82.85  
cdemeulier@metropoletpm.fr

**N/REF :** HF/VP/CW/CH/MM/CD/0384

**OBJET :** HYERES – 2 337 Boulevard Front de Mer – Cession à l'euro symbolique d'une partie de la parcelle cadastrée section IH n° 0009 appartenant au LOGIS FAMILIAL VAROIS au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

**PJ :** 1 plan parcellaire  
1 pouvoir

Monsieur le Directeur

Dans le cadre de l'aménagement de la piste cyclable située à l'entrée des Salins et dans la continuité des échanges avec vos services, je vous confirme la volonté de la Métropole d'acquérir, à l'euro symbolique, l'emprise qui porterait sur 53 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section IH n° 0009 située 2 337 boulevard Front de Mer à HYERES, propriété du LOGIS FAMILIAL VAROIS.

A cet effet, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un plan parcellaire dressé par le cabinet ARRAGON qu'il convient de retourner auprès de la Direction de l'Immobilier et du Foncier, service Action Foncière – Hôtel de la Métropole, 107 Bd Henri Fabre – CS 30536 83041 TOULON Cédex, portant la mention « *Bon pour accord, date et signature* » accompagné du pouvoir y afférent, dûment complété.

Par ailleurs, par la présente, j'accuse réception de votre engagement de cession daté du 23/09/2020 ainsi que de l'extrait des délibérations de la réunion du Directoire du Logis Familial Varois du 15/07/2020 donnant son accord pour ladite cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole.

Je tiens à vous préciser que la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à prendre en charge tous les frais liés à cette affaire.

La Direction de l'Immobilier et du Foncier reste à votre entière disposition pour toute question ou précision.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, et dans l'attente de vous lire,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Président,  
Par délégation,  
Claude WEISSE

 Directeur Général Adjoint des services  
Finances et Moyens





Logis  
Familial Varois

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

DE LA REUNION DU DIRECTOIRE

du 15 JUILLET 2020

-----§-----

5 - DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT/CESSIONS D'ACTIFS ET/OU  
AUTORISATION D'EMPRUNT SUPÉRIEUR À 5 M€

DÉCISION DE DÉINVESTISSEMENT - CESSIION D'ACTIF

RÉTROCESSION EMPRISE DE 56 M² SUR LES PARCELLES IH 0009 ET IH 0010

83400 HYÈRES – VAR  
Résidence « LES SALINS »  
2337 Boulevard du front de mer

Tout commence chez vous

5 - DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT/CESSIONS D'ACTIFS ET/OU AUTORISATION D'EMPRUNT SUPÉRIEUR À 5 M€ (délibération)

DÉCISION DE DÉSINVESTISSEMENT - CESSION D'ACTIF

RÉTROCESSION EMPRISE DE 56 M<sup>2</sup> SUR LES PARCELLES IH 0009 ET ~~IH 0010~~

83400 HYÈRES – VAR  
Résidence « LES SALINS »  
2337 Boulevard du front de mer

Le président rappelle que la résidence « LES SALINS » à Hyères, 2337 boulevard front de mer, ex-propriété de Coopération & Famille acquise par acte en date du 8 juin 2009 comporte 4 logements collectifs et a été livrée en 1986.

Afin d'améliorer la piste cyclable sur le front de mer, Toulon Provence Méditerranée (TPM) nous sollicite pour la rétrocession d'une emprise de 56 m<sup>2</sup> le long de notre parcelle côté sud en limite de propriété hors clôtures comme indiqué sur le plan joint en annexe. Sur les parcelles n° 1104 pour 9a 84ca devenue section IH 0009, et n° 1185 pour 10a 00ca devenue section IH 0010.

En vue de rétrocéder ce terrain susmentionné, il est demandé un accord formalisé afin de pouvoir confirmer les travaux de piste cyclable à TPM.

Les frais d'actes et de géomètres seront à la charge de l'acquéreur.

Compte tenu de ces éléments, le directoire, après en avoir délibéré, donne son accord pour procéder à la division parcellaire en vue de la rétrocession à TPM et, en conséquence, donne tous pouvoirs au président du directoire, avec faculté de substituer, à l'effet de :

- Signer l'autorisation de procéder aux formalités de division,
- Signer l'acte de rétrocession à l'euro symbolique.

Toulon, le 31 juillet 2020  
Extrait conforme à l'original

  
LE LOGIS FAMILIAL VAROIS S.A. d'HLM  
Avenue de Lattre de Tassigny - CS 60005  
83707 TOULON CEDEX  
SIREN 819 523 776 RCS TOULON - APE 6820 A

Le président du directoire  
Pascal FRIQUET